



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

PREFECTURE

Marseille, le

03 AVR. 2013

Direction des Collectivités Locales,  
de l'Utilité Publique et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux



Dossier suivi par :

Tél : 04 84 35 42 63 Fax : 04 84 35 42 00

Courriel : [genevieve.calvo@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:genevieve.calvo@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Dossier n°89-2012-ED

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT LE PROJET DE CREATION D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE  
COMMUNE D'AIX- EN- PROVENCE**

**LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214.32 à R.214-56 ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône- Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures;
- VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBOS ;
- VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 11 juillet 2012, présenté par la SPLA Pays d'Aix Territoires , enregistré sous le n° 89-2012-ED et relatif au projet de création d'une aire d'accueil des gens du voyage, sur la commune d'Aix-en-Provence;
- VU le récépissé de déclaration du 18 juillet 2012;
- VU le rapport du service chargé de la police de l'eau-service de l'environnement de la Direction Départementale es Territoires et de la Mer des BDR du 2 avril 2013 qui mentionne, après examen du dossier de déclaration, uniquement deux rubriques: 2.1.1.0 et 2.1.5.0 ;

**Il est donné récépissé à :**

**LA SPLA PAYS D'AIX TERRITOIRES  
( SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT)  
2 RUE LAPIERRE  
13 100 AIX EN PROVENCE**

de sa déclaration concernant le projet de création d'une aire d'accueil des gens du voyage dont la réalisation est prévue, sur la commune d'Aix-en-Provence.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes:

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.1.0 (2°)	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales: 2°) Supérieure à 12kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600kg de DBO5(D).	Déclaration	Arrêté ministériel du 22 juin 2007
2.1.5.0 (2°)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant:  2°) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration	Non Publié

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 et relevant de la rubrique 2.1.1.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement ainsi que les prescriptions générales définies dans l'arrêté correspondant à la rubrique 2.1.5.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement lorsqu'il sera publié.

Ce récépissé annule et remplace celui du 18 juillet 2012.

Copies de la déclaration et du récépissé seront adressées à la mairie de la commune d'AIX-EN-PROVENCE où cette opération doit être réalisée. Le récépissé sera affiché et le dossier mis à la disposition du public dans la mairie précitée pendant un mois au moins.

Si l'opération est située dans le périmètre d'un SAGE ou y produit des effets, copie du récépissé sera adressée à la Commission Locale de l'Eau (CLE) pour information. ....

Le récépissé de déclaration sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune où cette opération doit être réalisée par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an, dans les conditions définies à l'article L.214-10 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copie du présent récépissé sera adressée au Sous-Préfet d'Aix-en-Provence et au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent récépissé.

Marseille, le 03 AVR. 2013

POUR LE PRÉFET  
Le chef de Bureau,

Gilles BERTOTHY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau indiqué ci-dessus.